

23 septembre 2014 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. François Hollande,
Président de la République, sur la lutte
contre le groupe terroriste Daech en Irak et
sur l'enlèvement d'un Français en Algérie,
à New York le 23 septembre 2014.

Mesdames, Messieurs,

Je suis ici à New York pour l'Assemblée générale des Nations unies et notamment le Sommet sur le climat, puisque la France est engagée, elle recevra l'année prochaine une conférence qui devra trouver un accord sur cette question majeure pour l'avenir de la planète.

Mais compte tenu des circonstances, j'ai voulu m'adresser directement à vous. Un de nos compatriotes, un alpiniste qui était particulièrement valeureux, Hervé Gourdel, a été enlevé dimanche soir en Algérie dans une région montagneuse de Djurdjura à 100 kilomètres d'Alger. Je me suis entretenu hier soir avec le Premier ministre algérien, Monsieur Sellal, pour que nous puissions coopérer au mieux et que les services puissent échanger toutes les informations utiles. J'ai pleine confiance dans les forces de sécurité algériennes pour que tout soit fait pour que nous retrouvions notre compatriote. Il a été capturé par un groupe terroriste qui se dit lié à Daech, c'est dire si la menace est globale. J'ai une pensée à cet instant pour lui ainsi retenu, menacé dans sa vie, dans son existence. Je salue la dignité et le courage de sa famille, de toute sa famille. J'ai pu parler à sa compagne ce matin, également à ses parents. C'est une épreuve, et dans cette épreuve, cette famille doit savoir qu'elle a toute la solidarité et tout le soutien de la France.

J'appelle d'ailleurs à la vigilance pour tous nos compatriotes qui se trouvent dans des zones sensibles, puisque nous sommes menacés, puisque nous agissons contre le terrorisme, alors il convient de prendre toutes les précautions nécessaires et de suivre toutes les informations qui sont diffusées par le ministère des Affaires étrangères, notamment dans un certain nombre de régions. Le ministre de l'Intérieur lui-même a renforcé tous les dispositifs de vigilance pour écarter d'éventuelles menaces d'attentats. Nous procédons à des arrestations chaque fois que nécessaire. Ce qui d'ailleurs légitime le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale pour renforcer encore dans le respect du droit la lutte contre le terrorisme. Nous faisons face, je l'ai dit, à une menace qui est globale. Qui est donc partout. Qui ne vise pas simplement la France, qui vise tous les pays où il est question de liberté, de démocratie, de droit. Et je l'affirme ici : aussi grave soit cette situation, nous ne céderons à aucun chantage, aucune pression, à aucun ultimatum, fut-il le plus odieux, le plus abject. Car ce qui est en cause, c'est notre liberté, notre sécurité et notre souveraineté. Aucun groupe terroriste ne pourra influencer en quoique ce soit la position de la France, la volonté de la France, la liberté de la France. Notre meilleure réponse à cette menace, à cette agression est l'unité nationale dans cette guerre car c'en est une contre le terrorisme.

Je répète ici, c'est ma décision et le parlement aura à en connaître mercredi : nous continuerons à apporter notre appui aux autorités irakiennes pour leur apporter à la fois des livraisons d'armes qui sont attendues pour lutter contre le groupe terroriste Daech, ce groupe qui maintenant s'est développé en Irak et en Syrie. Nous continuerons à protéger l'espace aérien irakien et à donner à ceux qui se battent contre les terroristes les moyens d'y faire face.

S'agissant de la Syrie, il y a eu une opération hier soir de nos alliés dans le cadre d'un partage des tâches. Nous sommes, nous, en Irak, d'autres sont en Syrie. C'est contre le même groupe que l'action se développe. Et je rencontrerai cet après-midi le chef de l'opposition démocratique de Syrie qui, je le rappelle, est pour nous la seule représentation légitime de la Syrie.

Trop de temps a été perdu. On le sait. Il y a un an, j'avais en son temps alerté, averti. Dès lors, il ne peut plus y avoir la moindre perte de temps pour l'action que nous devons mener. Ce qui est engagé est un combat de longue haleine qui prendra le temps nécessaire mais qui doit aller jusqu'à son terme. Ce combat sera gagné au-delà de l'appui que nous pourrions donner, la France ou les alliés qui se sont mobilisés, que si les populations elles-mêmes se battent pour obtenir leur dignité, leur souveraineté, et leur liberté. C'est ainsi que le terrorisme sera vaincu.

Je voulais, à ce moment-là, ici-même au siège des Nations unies, dire que les valeurs qui avaient été rappelées au lendemain de la seconde Guerre Mondiale sont encore en cause lorsqu'il s'agit de lutter contre le terrorisme et qu'un de nos compatriotes aujourd'hui est menacé dans sa vie. Nous devons être conscients que nous sommes devant une guerre qui durera longtemps. Mais nous ne céderons à rien.

